

Vice-présidents**Membres****Comité parlementaire pour un Iran démocratique**Communiqué du CPIDVisioconférence du 15 avril 2021**L'Iran en Crise****La nécessité d'une nouvelle politique française et européenne**

Le Comité Français pour un Iran Démocratique s'est réuni en visioconférence ce jeudi 15 avril 2021 pour faire le point de la situation en Iran. En présence de son bureau, ainsi que plusieurs de ses membres et certains de ses présidents d'honneur, le Comité a invité Mme Maryam Radajvi, la présidente élue du Conseil National de la Résistance Iranienne (CNRI) pour écouter son analyse et affirmer son soutien à ses objectifs pour l'établissement d'une démocratie en Iran. Le CPID a également auditionné l'ambassadeur Giulio Terzi, ancien ministre des Affaires étrangères de l'Italie.

La déclaration suivante a été adoptée par l'audience :

Depuis plus de 40 ans le monde se pose des questions devant les défis posés par les dirigeants actuels de l'Iran. Après la chute de la dictature monarchiste, le peuple iranien revendiquait les libertés démocratiques. Mais une dictature religieuse a trahi l'aspiration des iraniens à la démocratie et aux Droits Humains.

L'illusion d'une faction modérée au sein du régime, conduisant à l'inaction des Etats occidentaux a été contreproductive. Nous appelons le gouvernement français et les Etats européens de prendre en considération nos préoccupations et nos propositions pour une politique adéquate vis-à-vis de l'Iran :

1. Nous sommes profondément inquiets de la continuation des violations des Droits de l'Homme en Iran. Sept experts de l'ONU ont déclaré que l'impunité des commanditaires et des auteurs du massacre de plusieurs milliers de prisonniers en Iran en 1988, actuellement à des positions clés du pouvoir, a enhardi les autorités et aggravé la répression.
2. Nous sommes préoccupés de l'utilisation par l'Iran, du terrorisme en Europe contre ses opposants, sans que ceci ait suscité une réponse appropriée et coordonnée des Etats membres de l'UE. L'enquête des polices européennes et la condamnation par un tribunal en Belgique, d'un diplomate iranien et ses trois complices en février 2021, pour avoir tenté de placer une bombe dans un meeting du CNRI près de Paris, ont démontré que le ministère iranien des Affaires étrangères était impliqué dans cet acte terroriste autant que le ministère du Renseignement.
3. Nous déclarons notre préoccupation du rôle déstabilisateur de l'Iran dans la région du Moyen Orient à travers les milices inféodées. Il est temps de faire savoir à Téhéran que de telles attitudes ne seront plus tolérées.

4. Nous sommes préoccupés par le programme nucléaire iranien. Malgré l'accord signé en 2015, le régime a conservé sa structure d'enrichissement d'uranium et ses capacités de poursuivre la production de l'armement nucléaire. Un accord négocié en 2021, devrait nécessairement inclure son programme de missiles balistique et ses ingérences dans les pays voisins.
5. Tout approche à l'égard de l'Iran devrait prendre en considération la situation explosive de la société iranienne et les appels des iraniens pour une démocratie. Ces dernières années, des soulèvements populaires à l'échelle nationale ont clairement démontré le rejet de la théocratie au pouvoir avec toute ses factions.
6. Nous sommes convaincus qu'une république basée sur des élections libres, la laïcité, l'égalité des genres, la non-discrimination des minorités ethniques et religieuses ; contenu dans le plan de Mme Maryam Radjavi, présidente élue du CNRI, mérite notre soutien.
7. Nous appelons notre gouvernement d'adopter une politique de fermeté à l'égard du régime iranien ; de condamner la répression des manifestations et l'usage du terrorisme en Europe et les prises d'otages des binationaux pour faire chantage sur les Etats membres de l'UE. L'Europe et la France devraient se placer aux côtés du peuple iranien et ses aspirations à la démocratie et des Droits Humains.

Secrétariat du CPID
Paris – le 15.04.2021